



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 38 (2026)

Faits saillants

- ❖ Région : l'essor de l'IA pourrait accentuer les écarts de croissance au sein de l'ASEAN, au bénéfice de Singapour, de la Malaisie et du Vietnam (DBS-Bain)
- ❖ Vietnam : la visite du président Tô Lâm en France débouche sur plusieurs accords dans l'aéronautique, le spatial, le ferroviaire et les minerais critiques
- ❖ Indonésie : remaniement à la tête du ministère des Finances sur fond d'inquiétudes des investisseurs concernant la discipline budgétaire

LE CHIFFRE À RETENIR

+131,8 %

La hausse des
exportations
électroniques de
Singapour en août
2026 en g.a.

Région

L'essor de l'IA pourrait accentuer les écarts de croissance au sein de l'ASEAN

Les six principales économies d'Asie du Sud-Est devraient croître de 4,8 % par an en moyenne entre 2026 et 2035, contre 4,1 % au cours de la décennie précédente, selon une étude de DBS, Bain & Company et Vriens & Partners. Cette dynamique masquerait toutefois une divergence croissante entre économies, liée notamment à leur capacité à capter les investissements associés à l'intelligence artificielle. Singapour, la Malaisie et le Vietnam apparaissent les mieux positionnés, tandis que l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande seraient davantage exposées à un scénario défavorable. Les auteurs de l'étude projettent une croissance annuelle moyenne respectivement de 6,2 % au Vietnam, 5,4 % en Indonésie, 5,8 % aux Philippines, 4,3 % en Malaisie, 2,7 % à Singapour et 2,2 % en Thaïlande. Malgré une croissance plus modérée, Singapour est considérée comme l'économie la plus résiliente de la région, bénéficiant de son statut de plateforme de confiance ainsi que de son positionnement dans l'IA et l'industrie avancée. La cité-État concentre plus de 60 % des IDE reçus par les six économies et constitue la première source d'IDE vers l'Indonésie, la

Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam. Les IDE entrants dans l'ensemble de la zone ont progressé de 25 % en 2025. Ainsi, la capacité de l'ASEAN à diffuser les bénéfices des investissements technologiques et à renforcer les complémentarités entre économies sera déterminante pour limiter l'accentuation des écarts de croissance.

Chine-ASEAN : Pékin veut accélérer la mise en œuvre de l'ACFTA 3.0

Le vice-Premier ministre chinois Ding Xuexiang a appelé, le 17 septembre, à approfondir la zone de libre-échange Chine-ASEAN (ACFTA), dont le protocole 3.0, signé en octobre 2025, couvre notamment l'économie numérique, l'IA, les technologies vertes et les chaînes d'approvisionnement. Pékin souhaite renforcer la convergence réglementaire, les infrastructures transfrontalières et les échanges commerciaux avec l'ASEAN. De son côté, l'ASEAN insiste sur la résilience des chaînes de valeur, la cohérence réglementaire et l'intégration des PME. Dans un contexte de fragmentation du commerce mondial, l'enjeu pour l'ASEAN sera de bénéficier de cette intégration tout en préservant la diversification de ses partenariats économiques.

Indonésie

Suahasil Nazara remplace Purbaya Yudhi Sadewa comme ministre des Finances (MoF)

Le président Prabowo Subianto a nommé le 14 septembre Suahasil Nazara au poste de ministre des Finances, en remplacement de Purbaya Yudhi Sadewa, qui quitte ses fonctions après un an de mandat. Il s'agit du troisième titulaire du portefeuille depuis l'arrivée au pouvoir de Prabowo en octobre 2024. Économiste et universitaire, Suahasil Nazara a été vice-ministre des Finances de 2019 à 2026, après avoir dirigé l'Agence de politique budgétaire du ministère de 2016 à 2019. Perçue comme un choix de continuité, sa nomination pourrait s'avérer rassurante pour les marchés financiers et renforcer la prévisibilité de la politique macroéconomique et budgétaire. Elle intervient alors que se poursuivent les travaux de préparation du budget 2027. Suahasil Nazara devra notamment concilier l'objectif gouvernemental d'une croissance de 6,0 % avec un espace budgétaire contraint et un déficit public cible de 2,4 % du PIB en 2027. Parmi les autres dossiers à l'agenda figure le projet de transfert à l'État de la dette de KCIC, opérateur du train à grande vitesse Jakarta-Bandung (Whoosh). Initialement envisagé le 15 septembre, ce transfert demeure en discussion à la suite de la nomination de Suahasil Nazara.

L'agence S&P Global Ratings alerte sur les risques liés à l'accélération du crédit des banques publiques indonésiennes

Dans un rapport publié le 14 septembre, l'agence de notation S&P Global Ratings alerte sur les risques croissants pesant sur la rentabilité des banques publiques indonésiennes. Les crédits de Bank Mandiri, Bank Rakyat Indonesia et Bank Negara Indonesia, suivies par S&P, ont progressé de 26 % en moyenne sur un an à fin juin, contre 12 % pour l'ensemble du secteur bancaire et 1 % pour les banques privées. Selon l'agence de notation, cette accélération est principalement portée par les prêts aux entreprises publiques et le financement de programmes gouvernementaux, notamment le programme de coopératives Rouge et Blanc (KDKMP), soutenu par des injections de liquidités du ministère des Finances (MoF). La hausse des crédits à plus faible rendement, conjuguée à l'augmentation des coûts de financement, devrait entraîner une contraction de 10 à 20 pdb des marges nettes d'intérêt au cours des 12 à 18 prochains mois, selon S&P, qui anticipe également un ralentissement de la croissance du crédit entre 8 et 10 % sur les douze prochains mois. L'agence souligne néanmoins la solidité des banques concernées, avec une amélioration de la qualité des actifs et des ratios de fonds propres Tier 1 compris entre 16 % et 20 %.

Malaisie

Fête de l'indépendance : Anwar Ibrahim annonce des mesures de soutien aux ménages et aux États de Bornéo

À l'occasion des célébrations de la Malaysia Day le 16 septembre, le Premier ministre Anwar Ibrahim a annoncé depuis Kuching plusieurs mesures de soutien aux États et aux ménages. La dotation spéciale versée à Sarawak sera portée à 370 M USD en 2026, contre 148 M USD actuellement, conformément à la hausse déjà annoncée pour Sabah en mai. Les négociations se poursuivront avec les deux États afin de définir une formule pérenne pour le calcul de cette dotation, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de 1963 (MA63). Le gouvernement a également assoupli le dispositif BUDI Diesel afin de faciliter le transfert de la subvention entre véhicules et utilisateurs éligibles, notamment pour les ménages possédant plusieurs véhicules diesel. Cette mesure fait suite au relèvement, en août, du plafond mensuel de diesel subventionné pour les propriétaires de pick-up et de jeeps, de 300 à 400 litres. Enfin, une aide de 105 USD pour les billets d'avion domestiques sera accordée à plus de 7 000 étudiants éligibles voyageant entre la péninsule, Sabah, Sarawak et Labuan.

PETRONAS sécurise ses approvisionnements gaziers régionaux et renforce sa présence sur le marché européen

PETRONAS a conclu le 14 septembre 2026 plusieurs accords renforçant sa position sur la chaîne gazière en Asie du Sud-Est et en Europe. Dans la zone de développement conjoint Malaisie–Thaïlande (MTJDA), Petronas Carigali, filiale amont de Petronas, et le groupe thaïlandais PTTEP ont obtenu l’approbation des autorités des deux pays pour un contrat de partage de production de 35 ans, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2026. Celui-ci couvre le bloc A-18, dont le contrat actuel arrive à échéance en avril 2029, ainsi qu’une zone d’exploration adjacente, représentant au total 7 250 km². L’ensemble produit actuellement environ 19,8 M de m³ de gaz par jour, répartis à parts égales entre les deux pays. Un nouvel accord de vente de gaz a également été signé avec la compagnie pétrolière thaïlandaise PTT. En Europe, PETRONAS a signé un contrat de fourniture de gaz naturel liquéfié de cinq ans avec le groupe grec METLEN, à raison de six cargaisons par an à partir de 2027, soit environ 600 M de m³ par an. L’accord doit permettre à PETRONAS d’accroître ses ventes en Europe et en Méditerranée, tout en diversifiant les approvisionnements gaziers de la Grèce.

Le marché du travail reste solide en Malaisie

Selon le Département malaisien des statistiques (DOSM), le taux de chômage est resté stable à 3,0 % en juillet 2026, avec 520 300 chômeurs et 16,85 M de personnes en emploi. La population active atteint 17,4 M de personnes, soit un taux de participation de 70,9 %. MBSB Research prévoit un taux de chômage moyen de 3,0 % en 2026, soutenu par la création d’emplois dans les services et la résilience de la consommation des ménages. Le bureau d’analyse économique estime que la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour les semi-conducteurs et du 13e Plan malaisien, respectivement lancés en 2024 et 2025, devrait également favoriser la création d’emplois qualifiés et la progression des salaires.

Singapour

Les exportations bondissent de 46,2 % en août, portées par la demande liée à l'IA

Les exportations domestiques hors pétrole (NODX) de Singapour ont progressé de 46,2 % en glissement annuel en août, après +24,1 % en juillet, dépassant largement les anticipations des économistes (+35,1 %). Cette sixième hausse consécutive et à deux chiffres est principalement portée par l'électronique, dont les exportations ont bondi de 131,8 %, sous l'effet de la demande mondiale en équipements liés à l'intelligence artificielle. Les exportations de supports de stockage (+290,2 %), d'ordinateurs (+237,9 %) et de circuits intégrés (+90,9 %) enregistrent notamment de fortes progressions. La dynamique est également soutenue par les produits non électroniques (+12,0 %), notamment l'or non monétaire (+67,0 %) et les machines spécialisées (+57,7 %). Les débouchés restent largement orientés à la hausse, avec une forte progression des exportations vers les États-Unis (+91,0 %), la Chine (+70,3 %) et la Corée du Sud (+87,1 %). Cette performance confirme le rôle croissant du cycle mondial d'investissement dans l'IA dans la dynamique commerciale singapourienne, même si les économistes anticipent une normalisation du rythme de croissance au second semestre, notamment en raison d'effets de base moins favorables.

Singapour au cœur de la stratégie mondiale pour un refroidissement durable

Réunis à Singapour du 15 au 18 septembre, plus de 60 pays participent à la première *Global Cooling Pledge Assembly*, organisée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). L'ONU y a annoncé l'élaboration d'une feuille de route, la *Global Heat Resilience Roadmap*, destinée à renforcer la résilience des infrastructures, entreprises et populations face aux épisodes de chaleur extrême. Le refroidissement représente déjà environ 20 % de la consommation mondiale d'électricité et la demande pourrait plus que tripler d'ici 2050 ; le *Global Cooling Pledge* vise une réduction de 68 % des émissions du secteur d'ici 2050. L'enjeu est particulièrement marqué en ASEAN, où la population urbaine devrait passer de 348 M en 2022 à 521 M en 2050 et où certaines villes pourraient connaître jusqu'à 120 jours par an au-dessus de 35°C. Singapour, également signataire du *Global Cooling Pledge* avec notamment la France, renforce parallèlement son dispositif national : création d'un *Heat Resilience Policy Office*, ouverture prévue de plus de 300 centres de rafraîchissement lors des vagues de chaleur et amélioration de plus de 60 % de l'efficacité énergétique moyenne des climatiseurs commercialisés dans la cité-État.

Singapour souhaite mieux articuler transformation des entreprises et montée en compétences

Le Premier ministre Lawrence Wong a appelé les entreprises à intégrer l'évolution des emplois et des compétences dès la conception de leurs projets de transformation, afin que les gains de productivité s'accompagnent de meilleures perspectives pour les salariés. Cette orientation constitue l'une des priorités de la nouvelle *Skills and Workforce Development Agency* (SWDA), issue de la fusion de SkillsFuture Singapore et Workforce Singapore, qui doit rapprocher politiques de formation, d'emploi et de transformation des entreprises. La SWDA a inauguré le 16 septembre *Connect by SWDA*, un guichet unique réunissant orientation professionnelle, formation et accompagnement vers l'emploi, tout en conseillant les entreprises sur la reconfiguration des postes et l'adoption de l'IA. L'agence a parallèlement lancé plus de 200 formations à l'IA, proposées par une trentaine d'organismes. Les Singapouriens éligibles suivant ces cursus bénéficieront de six mois d'accès gratuit à un outil d'IA premium, dont ChatGPT Plus ou Google AI Pro. Ces mesures contribuent à l'objectif national de former 100 000 travailleurs dits bilingues en IA, « AI bilingual », en trois ans.

Vietnam

La visite du Président Tô Lâm en France placée sous le signe des partenariats stratégiques

La visite officielle de Tô Lâm en France, les 10 et 11 septembre, a été marquée par plusieurs rencontres de haut niveau et une série d'accords destinés à renforcer les relations économiques entre Paris et Hanoï. Reçu à l'Élysée par Emmanuel Macron, le dirigeant vietnamien s'est également entretenu avec le Premier ministre Sébastien Lecornu et le président du Sénat Gérard Larcher. Les échanges ont porté sur les perspectives de coopération économique et industrielle entre les deux pays. Au niveau institutionnel, deux déclarations d'intention ont été signées concernant (i) la fourniture d'un satellite d'observation de la Terre au Vietnam et (ii) la coopération dans le domaine des minerais critiques. Concernant le développement des infrastructures au Vietnam, un accord prévoit la création d'une *École de technologie ferroviaire* au sein de l'Université des transports et des communications, tandis que la France, via l'AFD, continuera d'accompagner le Vietnam dans l'adaptation au changement climatique. Dans le secteur privé, le deuxième Haut Conseil d'affaires franco-vietnamien a réuni les grandes entreprises des deux pays autour de nouvelles opportunités d'investissement. Plusieurs accords importants, dans le secteur aéronautique ont également été signés. La visite confirme ainsi la volonté des deux pays de transformer le partenariat stratégique en projets économiques et industriels concrets.

La hausse des créances douteuses ralentit, mais les risques persistent

La progression des créances douteuses dans les banques cotées vietnamiennes a ralenti au premier semestre 2026, mais la qualité des actifs continue de poser problème. Fin juin, les créances classées comme irrécouvrables ont atteint environ 7 Md USD, en hausse de 3,7 % depuis la fin de 2025. Cette hausse reste toutefois inférieure à celle de l'ensemble des créances douteuses, qui ont progressé de 17,5 % sur la même période. Les prêts nécessitant une surveillance particulière, considérés comme un indicateur précoce d'une possible dégradation, ont également augmenté. Selon les analystes cités par *Vietnam Investment Review*, cette évolution est notamment liée à la hausse des taux d'intérêt (environ de 1,5 % à 1,6 % en juin 2026 par rapport à fin 2025). Le coût des emprunts ayant augmenté, certains particuliers et entreprises rencontrent davantage de difficultés à rembourser leurs prêts. Toutefois, les nouvelles règles permettant aux banques de saisir et de vendre plus facilement certains actifs utilisés comme garanties pourraient également accélérer le recouvrement des créances. Plusieurs établissements ont ainsi réussi à réduire leurs créances irrécouvrables au cours des six premiers mois de l'année, notamment grâce au recouvrement et au traitement des dettes. Les analystes restent toutefois prudents : la hausse des prêts à surveiller pourrait entraîner une nouvelle augmentation des créances douteuses dans les prochains trimestres si la capacité de remboursement des emprunteurs continue de se détériorer.

Succès des entreprises françaises auprès des compagnies aériennes vietnamiennes

En marge du sommet économique franco-vietnamien tenu à Paris le 10 septembre 2026 entre le président vietnamien Tô Lâm et le président français Emmanuel Macron, Airbus a annoncé la signature d'accords majeurs avec des compagnies aériennes vietnamiennes. Vietravel Airlines, filiale du groupe T&T, a émis une lettre d'intention pour la commande de 50 appareils auprès d'Airbus, dont vingt A220 et trente A321. Les premières livraisons sont attendues en 2029. La compagnie, fondée en 2020 et intégrée à l'écosystème T&T Group fin 2024, exploite actuellement quatre A321-200 et un A320-200. Parallèlement, Vietnam Airlines a signé un MoU portant sur l'acquisition de cinq A350-900, dont les livraisons sont prévues entre 2033 et 2034, dans le cadre de sa stratégie de renforcement de ses capacités long-courrier au-delà de 2030. Le transporteur national exploite aujourd'hui quatorze A350-900 et seize Boeing 787. Enfin, Thalès et VietJet ont signé un contrat pour la maintenance et la réparation des systèmes électroniques embarqués des Airbus A320/A321, A321neo/A321XLR, A330 et A330neo de la compagnie low cost vietnamienne. Ces engagements traduisent l'ambition des compagnies vietnamiennes d'accompagner la croissance attendue du trafic aérien international et régional.

Thaïlande

Attribution de concessions et plan national pétrolier et gazier

Le Conseil des ministres a approuvé le 15 septembre 2026 l'attribution des concessions de la 25^e séance d'appel d'offres pour l'exploration pétrolière et gazière terrestre : PTTEP International explorera les blocs L1/66 et L3/66, situés dans le Nord-Est du pays, tandis que Pan Orient Energy (Siam) associée à CanAsia Energy Corp, explorera le bloc L8/66 dans le centre de la Thaïlande (un cinquième bloc, L6/66, reste en attente d'une décision séparée). Une 26^e séance d'appel d'offres, offshore, dans la mer d'Andaman, est également en préparation. En outre, la Thaïlande finalise un nouveau plan pétrolier national pour 2026-2050, conçu pour soutenir l'objectif de neutralité carbone et réduire la dépendance aux énergies fossiles importées. L'usage des biocarburants pourrait ainsi s'étendre au-delà du transport routier (E20, B20) vers l'aviation et le maritime, avec le carburant d'aviation durable (SAF) et des mélanges biodiesel B24 pour le transport maritime. Les six grandes raffineries thaïlandaises bénéficieront d'un soutien public pour développer le SAF, incluant des incitations fiscales et de nouvelles normes de qualité des carburants.

Accord pour une étude de faisabilité sur les petits réacteurs modulaires entre la Thaïlande et les États-Unis

L'*U.S. Trade and Development Agency (USTDA)* a signé un accord avec l'*Electricity Generating Authority of Thailand (EGAT)* le 14 septembre 2026 pour financer une étude de faisabilité visant à évaluer l'implantation de petits réacteurs modulaires (*SMR*) en Thaïlande. Cette étude vise un projet de *SMR* d'une capacité de 600 MW. L'étude analysera les sites potentiels, les coûts et les étapes réglementaires, en considérant des technologies proposées par des entreprises américaines.

BOI : initiatives sur les marchés de capitaux et universitaires en faveur de l'innovation

Le programme « BOI to IPO », lancé le 17 septembre, prévoit une extension des exonérations fiscales du *Board of Investment (BOI)* aux entreprises s'introduisant sur la Bourse de Thaïlande (SET). La SET a pour sa part annoncé une approbation accélérée des dits dossiers d'introduction en bourse. Parallèlement, le fonds public *Capital Market Development Fund* a annoncé le 15 septembre 2026 le lancement d'un fonds de capital-investissement doté, dans sa phase initiale, de 30 M USD. Il financera 10 à 15 entreprises *deeptech*, avec un financement d'ancrage apporté par la *National Innovation Agency (NIA)* et la SET, le reste devant être levé auprès d'investisseurs privés. Enfin, un consortium appelé « *University Holding Company Consortium* » a été mis en place afin de mutualiser les ressources de 15 universités, qu'il s'agisse de la recherche et de la propriété intellectuelle, du personnel et de l'expertise, des laboratoires et infrastructures, ou encore des réseaux industriels, avec notamment l'ambition de faire émerger une licorne d'ici 2032.

Philippines

Le déficit courant se creuse de 51,7 % au premier semestre 2026

Le déficit du compte courant des Philippines s'est établi à 15,4 Md USD au S1 2026, en hausse de 51,7 % en g.a., soit 6,4 % du PIB contre 4,3 % au S1 2025. Cette détérioration résulte principalement du creusement du déficit commercial de biens, qui a progressé de 15,5 % à 37,7 Md USD. Les importations ont augmenté de 12,4 %, à 72,4 Md USD, plus rapidement que les exportations (+9,2 %, à 34,7 Md USD). Selon la Banque centrale des Philippines (BSP), la hausse des importations, principalement tirée par les prix, reflète l'augmentation des achats d'équipements de télécommunication et électriques ainsi que de produits énergétiques, dans un contexte de hausse des cours mondiaux de l'énergie. Les exportations ont bénéficié de la demande en produits électroniques, notamment liée à l'essor de l'IA et des data centers, ainsi que de la dépréciation du peso. Le creusement du déficit commercial a néanmoins été partiellement compensé par les recettes des BPO (15,4 Md USD) et les transferts de la diaspora (17,1 Md USD), tandis que les entrées nettes du compte financier ont contribué à couvrir les besoins de financement extérieur et à limiter le déficit global de la balance des paiements.

Les transferts de la diaspora atteignent leur plus haut en sept mois, mais leur croissance ralentit

Les transferts bancaires des travailleurs philippins à l'étranger ont atteint 3,2 Md USD en juillet 2026, leur niveau le plus élevé depuis décembre 2025, en hausse de 1,9 % en g.a. et de 6,6 % par rapport à juin. Cette progression confirme la résilience des transferts de la diaspora, qui constituent une source majeure de revenus pour les ménages, et de devises pour l'économie philippine. Leur croissance montre toutefois des signes d'essoufflement : sur les sept premiers mois de l'année, les transferts ont atteint 20,4 Md USD, en hausse de seulement 2,3 % en g.a., soit leur plus faible progression sur cette période depuis 2020. Les États-Unis restent leur première provenance, devant Singapour et l'Arabie saoudite. Ce ralentissement devrait se poursuivre au cours des prochains mois, dans un contexte de tensions au Moyen-Orient, de hausse du coût de la vie dans les pays d'accueil et de demande de main-d'œuvre moins dynamique, limitant la capacité des travailleurs expatriés à accroître leurs transferts.

Le gouvernement accélère les enchères d'énergies renouvelables pour atteindre 35 % du mix électrique en 2030

Le ministère de l'Énergie (DOE) prévoit plusieurs nouvelles enchères dans le cadre du *Green Energy Auction Program* (GEAP), afin d'ajouter 25 GW de capacités renouvelables entre 2027 et 2035 et d'augmenter leur part dans la production électrique à 35 % en 2030 puis 50 % en 2040, contre plus de 25 % actuellement. Le GEA-7, dont l'enchère est prévue au T4 2026, ciblera 2 000 MW de capacités renouvelables couplées à du stockage, 20 MW de solaire en toiture et 120 MW d'hydroélectricité à Mindanao. Il sera suivi en 2027 par une enchère dédiée à 20 îles hors réseau, portant sur environ 68 MW de solaire hybride avec stockage, puis par le GEA-8, dont les termes de référence et l'avis d'enchère sont attendus au T1 2027 et qui ciblera 1 200 MW d'éolien terrestre associé à des batteries. Les cycles suivants intégreront notamment l'agrivoltaïsme, le solaire sur canaux, la géothermie et l'hydroélectricité, afin d'accélérer et de diversifier le déploiement des capacités renouvelables dans l'archipel.

Cambodge

Une innovation verte à confirmer

Le ministère des mines et de l'énergie (MME) a publiquement réaffirmé son souhait de fixer un cadre de régulation pour le marché des certificats d'énergie renouvelable (REC). Sur le modèle des quotas carbone, ces certificats sont attribués par une autorité indépendante à des producteurs d'électricité renouvelable, puis revendus à des consommateurs industriels souhaitant décarboner leur activité. Ils permettent d'une part de créer une nouvelle source de revenus, et d'autre part de disposer d'un outil de compétitivité commerciale pour les entreprises exportatrices. Lancé au Cambodge en 2025, le mécanisme a été suspendu la même année, sur fond d'irritants sur le cadre réglementaire (propriété des REC, développement d'un standard national, etc.). La structuration d'un marché au Cambodge est cohérente avec les objectifs de décarbonation (70 % de capacités de production décarbonées installées en 2030). Toutefois, le faible degré de maturité du marché et les incertitudes sur le volume de recettes plaident pour un cadre réglementaire *a minima*. Celui-ci devra être compatible avec les besoins de financement du modèle énergétique du pays, tout en permettant aux producteurs d'ENR d'augmenter leurs investissements. Une voie médiane à trouver.

Le riz cambodgien : cap sur l'Asie, ancrage en Europe

Selon la fédération cambodgienne de riz, le Cambodge a exporté près de 800 000 t de riz décortiqué entre janvier et août 2026 (+67,6 % en g.a), pour 464,2 M USD (+34 %). L'Europe conserve sa place de premier marché en valeur (175,6 M USD), devant l'ASEAN (122,9 M USD) et la Chine (105,3 M USD). En revanche, avec plus de 315 000 t, l'ASEAN prend désormais la tête en volume (40 % du total, + 400 %). Cette croissance s'explique par la demande spectaculaire des Philippines (122 000 t, multipliée par plus de 34 par rapport à 2025), qui souhaite renforcer sa sécurité alimentaire. Elle est aussi favorisée par l'ouverture d'une liaison directe de transport en vrac entre Sihanoukville et Cebu, une solution plus économique. Ce dynamisme s'accompagne d'une diversification des exportations : la part de riz parfumé recule à 58 %, contre 64 % en 2025 et 76 % en 2024, au profit d'autres riz plus compétitifs (riz blanc et brisure), mieux adaptés aux marchés régionaux. L'enjeu pour le Cambodge est donc de poursuivre la montée en puissance de riz usiné, la diversification des marchés régionaux, tout en consolidant les marchés plus rémunérateurs, notamment l'Europe.

Le Cambodge s'appuie sur BYD pour son réseau de recharge

Le Cambodge s'apprête à mettre en service 18 stations de recharges rapides pour les véhicules électriques (VE) d'ici fin 2026. L'infrastructure s'appuiera sur une technologie développée par le constructeur automobile chinois BYD, permettant théoriquement des recharges en moins de 10 minutes. Elles seront déployées à Phnom-Penh et Siem Reap pour renforcer un maillage jugé insuffisant des stations de recharge et accompagner la croissance du parc de VE. À la fin du mois d'août, le pays comptait près de 17 000 VE immatriculés pour 100 stations de recharge opérationnelles. L'annonce s'inscrit dans la stratégie nationale de développement des VE (2024-2030), avec pour objectif 30 000 voitures électriques en circulation d'ici 2030. Elle marque également le renforcement du positionnement du constructeur, qui a ouvert une usine d'assemblage de VE au Cambodge en 2025. De fait, le Cambodge sera le premier pays à utiliser cette technologie de recharge hors de Chine.

Laos

Le Laos étudie le déploiement de batteries chinoises pour renforcer son réseau électrique

Électricité du Laos (EDL) et le groupe chinois Shenzhen Yichu Smart Energy ont conclu le 11 septembre un accord pour étudier le déploiement de systèmes de stockage d'électricité par batteries (BESS) au Laos. L'étude de faisabilité doit évaluer leur intégration au réseau afin de stocker les excédents de production et de les restituer lors des pics de demande, en particulier à mesure que le pays développe les énergies solaire et éolienne. Les capacités envisagées, leur localisation, le coût de l'investissement et le calendrier de déploiement restent encore à préciser. Le projet s'inscrit dans la stratégie de diversification du mix électrique laotien, aujourd'hui dominé à environ 70 % par l'hydroélectricité. Le gouvernement vise une part combinée du solaire et de l'éolien de 11 % d'ici 2030, tout en modernisant ses réseaux de transport à 500 kV, 230 kV et 115 kV. Le développement du stockage doit également sécuriser l'intégration des renouvelables intermittentes et renforcer la capacité du Laos à exporter de l'électricité vers ses voisins, dans le cadre de son positionnement croissant au sein de l'ASEAN Power Grid.

Un projet vietnamien de 1 Md USD doit lancer la production d'alumine au Laos en 2028

Le projet minier et industriel de Dakcheung, dans la province méridionale de Xekong, devrait débiter sa production en 2028, renforçant les capacités du Laos à transformer localement ses ressources minières. Porté par le groupe vietnamien Vietnam-Phuong Group (VPG) et sa filiale laotienne, le complexe de bauxite-alumine représente un investissement d'environ 1 Md USD et s'étend sur près de 9 000 hectares, ce qui en fait le plus important investissement minier vietnamien au Laos. La première phase prévoit une capacité de production de 1 Mt d'alumine par an, portée à 2 Mt d'ici 2035. Le projet devrait créer plus de 1 000 emplois directs au cours de ses trois premières années d'exploitation, puis 1 500 à 1 800 emplois à pleine capacité, avec une priorité annoncée au recrutement et à la formation de travailleurs locaux. Engagée depuis fin 2022, l'opération doit permettre au Laos de capter davantage de valeur ajoutée en aval de l'extraction minière, tout en approfondissant ses relations économiques avec le Vietnam. Les autorités laotiennes mettent toutefois l'accent sur les risques environnementaux et sociaux liés au projet. Les discussions portent notamment sur la gestion des ressources en eau, des déchets miniers et des boues rouges générées par la production d'alumine, ainsi que sur les impacts pour les communautés locales. Cette vigilance intervient après les controverses suscitées par un précédent projet de bauxite sur le plateau des Bolovens, où des communautés avaient déjà subi des déplacements et des pertes d'accès aux terres.

Birmanie

La centrale hydroélectrique de Shwegyin reprend la transmission d'électricité après trois ans d'interruption

La centrale hydroélectrique de Shwegyin a repris la transmission d'électricité après près de trois ans d'interruption, grâce à la réparation de la ligne à haute tension 230 kV Shwegyin-Tharyarkone, selon les médias d'État. Cette ligne, endommagée en septembre 2023 après l'effondrement de 11 pylônes de transmission dans la commune de Nyaunglebin, avait empêché la centrale de transmettre sa production de 75 MW au réseau national. Cette situation avait notamment contribué aux coupures de courant tournantes dans les régions de Rangoun et Ayeyarwady.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (David AH-VOUN, Marie-Pauline GIRIN, Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI)

Abonnez-vous : david.ah-voun@dgtresor.gouv.fr ; marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org.